

# Le Monde capitaliste

« Notre combat pour protéger l'information et défendre l'indépendance ne fait que commencer »

**Endetté et à bout de souffle, le groupe Le Monde est depuis ces derniers mois à la recherche de capitaux frais et d'investisseurs pour assurer son avenir. L'actuel processus de recapitalisation et ses nombreux rebondissements montrent que le quotidien du soir est au cœur d'enjeux stratégiques, politiques et financiers. Décryptage avec Romain Altmann, responsable Filpac CGT du groupe Le Monde et responsable de la section syndicale Info'Com-CGT du quotidien.**



**Peut-on dire que le sort du journal et du groupe Le Monde est au centre des changements majeurs de la presse nationale ?**

Clairement oui. Rappelons des faits récents : en janvier 2009, le chef de l'Etat lançait les états généraux de la presse avec l'objectif officiel de réformer en profondeur le paysage et l'économie structurelle des publications, et particulièrement de la presse quotidienne nationale payante. Dans ce paysage médiatique français, le titre *le Monde* a toujours été identifié comme un journal différent de ses confrères, occupant une place particulière. Il s'est construit une audience, un lectorat sur la base d'une information de qualité, vérifiée, recoupée, dite de référence. Il a fait – et fait toujours – l'objet d'une

attention de « grands » ou la convoitise de géants des médias, de la communication ou de la finance. L'actuel processus de recapitalisation en est le témoin.

Il ne faut pas s'y tromper, *le Monde* n'échappe pas à une logique souhaitée et affirmée par le président de la République à l'époque : construire quelques mastodontes de l'information au plan national, voire international dans la course effrénée à la mondialisation libérale.

Cette volonté présidentielle – contestée lors des états généraux par les acteurs sociaux du secteur (syndicats, personnalités et certains éditeurs) – voit cependant le jour, petit à petit, avec le concours plus ou moins avoué des patrons de presse, de gens « bien-pensants », de réseaux, de

lobbys ou d'industriels acquis à la défense d'une cause politique.

Cet objectif se double d'un comportement scandaleux du président qui n'hésite pas à intervenir dans l'actuel processus de recapitalisation, faisant savoir ses préférences, menaçant à demi-mot Eric Fottorino d'entraves dans les aides publiques dédiées à la modernisation de l'imprimerie du *Monde*. Cet excès d'autoritarisme ou de contrôle persistant des médias en vue de servir sa cause politique sont des faits rarement vus pour un président de la République depuis ces dernières décennies. Cette attitude nous interpelle tous. Elle ne peut laisser indifférents les acteurs de la presse, des syndicalistes aux défenseurs du pluralisme ou de la liberté d'expression, de l'expression de la différence ou défendant une information non alignée sur la pensée unique.

L'information est bel et bien menacée. Au-delà des pressions de politiques, nous observons chaque jour des mauvais coups portés par des groupes financiers, industriels voulant servir leurs intérêts. Mais l'information souffre aussi de « business plan » au sein même des entreprises de presse qui ne donnent pas les moyens aux rédactions de faire correctement leur travail, de couvrir tout le champ d'une actualité toujours plus complexe à décrypter. L'information souffre, elle se standardise et s'uniformise.

Pourtant, la presse reste un élément structurant du débat démocratique dans notre pays. Il ne suffit plus de la

## Un vote massif pour l'offre Pigasse-Bergé-Niel

La Société des rédacteurs du *Monde*, qui compte 360 journalistes, actuels ou retraités, s'est prononcée à l'issue de son AG à 90,84 % des voix en faveur de l'offre Bergé-Pigasse-Niel. L'offre Perdriel-Prisa-Orange a reçu 5,31 % des voix.

La Société des cadres a voté à 94,9 % pour l'offre Bergé-Pigasse-Niel. La Société des employés a voté de même à 100 %.

La Société des personnels du *Monde* interactif (SDPMIA, filiale du *Monde* qui édite *Lemonde.fr* et *Lepost*) a voté pour l'offre Bergé-Pigasse-Niel à 82,5 %.

La Société civile des personnels de la *Vie catholique* (SCPVC), regroupant les

salariés de *Télérama* et de *Malesherbes Publications* (*la Vie*, *Prier* et *le Monde des religions*) a choisi l'offre Bergé-Niel-Pigasse à 92,66 %. Ceux de *Courrier international* ont fait de même à 80 %.

La Société des lecteurs du *Monde*, qui regroupe les lecteurs ayant souscrit des actions du *Monde*, a voté pour l'offre Bergé-Pigasse-Niel à 85 %.

L'Association Hubert Beuve-Méry, présidée par Monique Dagnaud, qui représente 8,7 % du capital du groupe, est la seule à avoir voté pour l'offre Perdriel-Prisa-Orange.

défendre ou de la faire vivre en fonction des aléas économiques. Il s'agit de l'aider, en construisant un nouveau modèle économique et social lui permettant de se développer dans un cadre démocratique et social pouvant garantir des droits collectifs et spécifiques pour l'ensemble des salariés réalisant ces publications.

*Le Monde* n'a pas échappé aux longues années de crise ni aux mutations structurelles ou technologiques du secteur, au même titre que les autres quotidiens. C'est dans ce paysage que notre combat pour défendre notre bien commun, l'information, rejoint celui de centaines d'autres salariés, de journalistes et de syndicalistes. Mais nous ne pouvons pas mener seuls ce combat. L'expérience actuelle du *Monde* n'est-elle pas l'occasion pour les syndicalistes de lancer la bataille de l'information en rassemblant les journalistes mais aussi les salariés intervenant et réalisant les supports d'expressions, des personnalités, des associations, des citoyens ? Info'Com-CGT lance le débat d'une nécessaire campagne nationale, s'appuyant sur le vécu des salariés dans les entreprises pour dénoncer cette berlusconisation médiatique du président de la République.

### Un rappel des principaux épisodes qui conduisent à la recapitalisation en cours n'est pas inutile...

C'est un processus – et un débat – récurrent pour le groupe *Le Monde* : un journal indépendant des pouvoirs politiques, économiques, religieux, développant une information de qualité, peut-il être économiquement viable et vivre seul parmi d'autres ? Peut-il vivre et avoir un rayonnement national, de premier

plan, en étant isolé, sans être adossé à un groupe ? Pour la CGT, non.

L'économie du secteur a fortement évolué depuis la « redistribution des cartes » au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Et si *le Monde* a réussi jusqu'à maintenant à maintenir une place prépondérante dans la presse payante, c'est aussi parce qu'il a su construire des « digues », des garde-fous permettant d'être à l'abri d'investisseurs acquis à la seule loi du marché. Pour nous, il n'est pas contradictoire de construire l'indépendance dans un groupe de presse ou de médias. C'est avant tout une affaire de droits que les journalistes – et plus généralement les salariés – doivent obtenir au sein de ladite société en s'investissant dans le débat, en garantissant une liberté d'expression sans être censurés, en faisant valoir des règles déontologiques, le tout à l'abri des pressions, quelles qu'elles soient, y compris de leur propre direction.

### Quand Eric Fottorino annonce la fin du pouvoir exercé par les sociétés de journalistes et de salariés du « Monde », de quoi parle-t-il, et pourquoi cette fin est-elle inéluctable ?

*Le Monde* a régulièrement procédé à des recapitalisations en essayant de préserver à chaque fois, aux droits des journalistes, une place prépondérante. Cependant, l'actuelle recapitalisation atteste officiellement la fin d'une réalité historique : les journalistes, qui étaient les principaux actionnaires jusqu'à aujourd'hui, doivent laisser la place à de nouveaux investisseurs bien plus fortunés. Ceux-ci sont en passe de prendre le pouvoir économique du groupe et du journal.

À l'issue du processus de recapitalisation, de nombreux droits seront maintenus – dont celui de nommer le directeur de la publication. Cela étant, il n'en demeure pas moins que les prérogatives liées à la gestion exercées par les sociétés de personnels seront moindres, puisqu'elles seront minoritaires. C'est la fin d'une ère, certes. Mais cela doit-il signifier que c'est la fin de notre indépendance ? Pour nous, syndicalistes, non. Notre combat pour protéger l'information et défendre l'indépendance ne fait que commencer. L'indépendance éditoriale, au-delà du fait qu'elle sera sanctuarisée dans une charte et dans les statuts du groupe – d'après l'offre retenue par les votes de sociétés de personnel (*voir encadré*) –, reste notre étoile polaire et il dépend de chacun d'entre nous de la défendre, même face à son employeur.

Ces changements profonds dans la gouvernance du groupe et nos droits historiques appellent, selon nous, à une redéfinition de la place et du rôle des journalistes vis-à-vis de leur employeur ou des actionnaires. Sur de nombreux sujets, la direction du *Monde* leurre la rédaction, ne respecte pas la législation, tire vers le bas les rémunérations des salariés, accroît la précarité, ne respecte pas l'égalité hommes-femmes... Nous le dénonçons régulièrement dans l'entreprise. Il faut y mettre fin et revenir à des pratiques sociales plus justes, à l'image de la marque *Le Monde* : de qualité, de référence, défendant une éthique morale et professionnelle.

### Avez-vous une position sur l'identité du bailleur de fonds ? Quelles sont les revendications portées par vous s'agissant de l'indépendance de l'information, de l'emploi, des moyens techniques de l'indépendance (impression, distribution) ?

On disait *le Monde* mort ou à l'agonie... le moins que l'on puisse dire – et au regard des faits de ces dernières semaines –, tout démontre le contraire. De rebondissements en multiplication des offres, de stratégies différentes en intrusion du président de la République tentant d'intervenir sur l'avenir même du titre, *le Monde* est en fait au cœur d'une bataille politique, économique et surtout idéologique. Cette marque appréciée et reconnue fait des envieux et les « candidats repreneurs » sont prêts à débours des sommes colossales pour en prendre le contrôle.



L'offre de MM. Bergé-Pigasse-Niel (voir leur identité ci-contre), qui mettent sur la table leurs deniers personnels pour un total de 110 millions d'euros, a séduit les différentes sociétés de personnels du groupe (voir encadré ci-dessous). Les semaines à venir vont permettre d'en savoir plus sur leurs véritables intentions. Pour le moment, les nouveaux investisseurs, à l'issue des votes, ont affirmé vouloir « permettre au groupe Le Monde de se développer durablement en conjuguant efficacité et indépendance » ; renoncer à la mise en œuvre d'un plan social ; maintenir les garanties sociales existantes ; étudier l'avenir de l'imprimerie. Dont acte !

Pour sa part, Info'Com-CGT défend le principe de construire pour *le Monde* et les publications du groupe une indépendance éditoriale mais aussi une indépendance industrielle, commerciale/publicitaire, administrative... Nous pensons en effet que l'indépendance et l'exigence de qualité doivent être une philosophie générale du groupe, et pas seulement sur les questions éditoriales.

Nous devons avoir notre autonomie sur toutes ces activités pour ne pas dépendre d'un tiers ou d'autres groupes. Mais dire cela ne veut pas dire, pour nous, que le groupe possède 100 % du capital de ces secteurs. Ce serait utopiste dans une situation où nous sommes fortement endettés. C'est le cas notamment de l'imprimerie pour laquelle nous défendons au sein de l'Inter-CGT (regroupant SIP-CGT, SPPS-CGT, le SDC-CGT et Info'Com-CGT) un plan de modernisation en ouvrant le capital social

à un investisseur extérieur en capacité d'assurer la pérennité des activités, des emplois et des droits. Le tout étant que *le Monde* reste un actionnaire permettant d'assurer cette pérennité de l'activité et l'impression du journal et de ses suppléments.

### Un front syndical uni est-il possible ?

Comme toutes questions auxquelles le syndicalisme est confronté, l'unité reste le meilleur antidote pour négocier des réformes sociales nécessaires ou pour contrer certaines réformes négatives. L'avenir proche nous dira si les syndicats sont capables de répondre aux attentes des salariés par leur activité ou leurs propositions.

Pour sa part, Info'Com-CGT n'a pas voulu être spectateur du processus de recapitalisation. Fort de ce que nous avons fait en 2007 (en rédigeant un comparatif des projets des personnalités qui

se présentaient au poste de président du directoire), nous avons cette fois pris l'initiative de diffuser aux salariés du groupe les offres des repreneurs (elles-mêmes révélées par le site d'information Médiapart).

De nombreux collègues ont salué notre initiative permettant une transparence qu'aucun autre acteur ne s'était risqué à faire. Un acte salutaire car, pour nous, il n'y a rien de plus méprisant que de cacher aux salariés – par ailleurs actionnaires – l'ensemble des documents, alors qu'ils sont amenés à prendre des décisions vitales pour leur avenir. Cette interview est d'ailleurs l'occasion pour moi de dire qu'il serait intéressant que la CGT s'intéresse davantage au rôle et à la place que nous occupons en tant que salariés actionnaires. Les syndicalistes sont-ils voués à rester muets lors d'assemblées d'actionnaires au prétexte que ce serait contradictoire avec notre place ou notre statut de salarié ? Il existe, à mon sens, matière à réflexion sur ce point.

Les retours lorsque nous nous exprimons nous renforcent dans l'idée de développer une logique solidaire et convergente entre les salariés plutôt que de les séparer dans des structures (syndicales, associatives...) différentes. Dire cela nécessite de notre part d'être en capacité de répondre aux attentes – et elles sont nombreuses et de nature différente selon les entreprises du groupe, des statuts de personnel... – de tous. Cet objectif est vital, si l'on veut vraiment peser sur les choix des directions et arrêter de subir sans avoir d'autres choix que d'accepter... des fois l'inacceptable ou l'impensable. ★

*En savoir plus : L'offre complète du trio Pigasse-Bergé-Niel est à retrouver sur le site Internet [lemonde-infocomcgt.fr](http://lemonde-infocomcgt.fr).*

## Identité des repreneurs

**Matthieu Pigasse**, né en 1968 à Clichy (Hauts-de-Seine), est un homme d'affaires français, ancien administrateur civil du ministère de l'Économie et des Finances. Codirecteur général délégué de la banque Lazard en France et vice-président de Lazard en Europe, il est également propriétaire et président du magazine *les Inrocksuptibles*.

**Pierre Bergé** est un entrepreneur en confection de luxe et un mécène français, né le 14 novembre 1930 à Arceau, sur l'île d'Oléron. Très proche d'Yves Saint Laurent, qu'il aide à fonder la maison

de couture du même nom. Il soutient la candidature de Ségolène Royal à l'élection présidentielle française de 2007. Militant de la cause homosexuelle et de la lutte contre le sida, il co-fonde l'association Sidaction dont il est aujourd'hui président. Il est également propriétaire du magazine *Têtu*.

**Xavier Niel** est un dirigeant d'entreprise français, né le 25 août 1967. Il est vice-président et directeur de la stratégie d'Iliad, groupe de télécommunications français, maison mère du fournisseur d'accès internet Free.